

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 300. — 5 novembre 1966

**LA
GAUCHE
PEUT-ELLE
ÊTRE
MAJORITAIRE
?**

Que donnerez-vous à "T. S." pour célébrer son 300^e NUMERO ?

VOUS rendez-vous compte, amis lecteurs, ce que représente la parution de 300 numéros d'un hebdomadaire politique qui crie bien haut son appartenance et tient haut et ferme le chapeau du socialisme authentique en toutes circonstances ? Vous avez le devoir de remercier, par des actes, les camarades dévoués qui ont assuré la rédaction et l'administration du journal. Et d'abord, d'assurer la survie de T. S. en lui trouvant des abonnés nouveaux. J'ai écrit que, dans une première étape, il nous en fallait 1.000. Ce ne sera pas suffisant et on devrait, dès maintenant, avoir comme objectif 2.000 abonnés nouveaux, avant d'entreprendre un effort supplémentaire.

La campagne d'abonnements sera singulièrement facilitée par les réformes qui vont être apportées à T. S. : parution en offset, 12 pages pour tous les numéros, renforcement de la rédaction, développement des informations, etc.

Mais, c'est, dès aujourd'hui, que vous devez collecter des abonnés pour faciliter les transformations envisagées.

Je compte sur vous.

Edouard DEPREUX.

Dimanche : élection municipale du Mans

La nouvelle est maintenant officielle : il n'y aura que deux listes en présence le dimanche 6 novembre au Mans pour les élections municipales.

D'une part, la liste de droite, conduite par le docteur Jacques Maury (M.R.P.), maire sortant, démissionnaire avec tous ses collègues au début d'octobre. L'U.N.R. s'abstient cette fois de présenter sa propre liste, si bien que la conjonction de la droite s'opérera, tout naturellement, au profit des amis de M. Lecanuet.

D'autre part, la liste de gauche, conduite par Pierre Combe, communiste, et qui comprend 18 P.C., 6 P.S.U., 4 syndicalistes et 9 personnalités non engagées.

Les discussions préparatoires à la mise sur pied de la liste ont été dominées par le refus de la S.F.I.O. (on sait que ce parti est animé, dans la Sarthe, par l'ancien ministre Christian Pineau) de participer au combat de la gauche comme elle l'avait fait en 1965. On sait qu'à cette date la liste comprenait 20 communistes, 13 S.F.I.O. et 4 P.S.U. et que l'union de la gauche avait permis de talon-

ner la liste de droite à 8 voix près (29.304 contre 29.312).

Les communistes acceptèrent, cette fois, de réduire à 18 le nombre de leurs candidats et de perdre la majorité absolue dont, avec l'accord de Pineau et de ses amis, ils disposaient en 1965. Cette concession ne fut pas jugée suffisante par la S.F.I.O. qui prit ainsi la responsabilité d'une rupture dont seule la coalition du centre et de la droite va pouvoir bénéficier.

La bataille est désormais engagée et tout doit être fait au cours de la semaine qui nous sépare du scrutin pour reporter sur la liste de gauche le maximum de suffrages. Vendredi dernier, un vibrant meeting a rassemblé au Mans plus de 2.000 participants. Jeudi prochain, Michel Lucas, membre du Bureau national, apportera le soutien du P.S.U. à la liste de gauche sur laquelle figurent nos camarades Bourneuf, secrétaire fédéral, Bouchet, directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, Huau, Jacques Lely, Renée Maris, Marie Vesque.

LE COURRIER DES LECTEURS

L'escroquerie des suppléances de ministres

L'article 23 de notre actuelle Constitution stipule qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de député (ou de sénateur) et celles de ministre. Un député qui devient ministre doit se démettre de son mandat législatif et il est aussitôt remplacé par son suppléant éventuel, élu en même temps que lui. Si cet article a un sens, c'est celui de séparer le pouvoir exécutif du pouvoir législatif. Or, dans la pratique, il n'en est rien.

En toute logique et bonne réciproque, tout ministre qui veut se présenter à la députation ou au Sénat devrait, préalablement, se démettre de ses fonctions ministérielles. Non seulement rien ne l'y oblige et il se garde bien de le faire, mais tout au contraire c'est en qualité de ministre qu'il va briguer des suffrages et chacun sait d'avance qu'élus, il n'en restera pas moins ministre. Il vient donc, essentiellement, faire le jeu et le lit de son remplaçant qui n'a plus rien d'éventuel.

Il y a là, de toute évidence, un abus de pouvoir et une véritable es-

croquerie électorale. L'excuse du gouvernement est que les électeurs sont prévenus et votent en connaissance de cause ; tant pis pour eux s'ils s'y laissent prendre. Oui, mais le raisonnement des électeurs se comprend aussi. Outre le prestige d'avoir un ministre pour représentant, cela peut aussi être fort utile pour la circonscription d'abord et de plus pour chaque solliciteur en particulier. Les interventions d'un ministre ont plus de poids que celles d'un simple député.

Mais, dira-t-on, en vertu de l'article 23, un ministre n'est plus député. A d'autres ! A qui fera-t-on croire que celui qui s'est fait élire dans une circonscription et qui reviendra peut-être s'y faire réélire dans cinq ans, cesse de s'y intéresser ? Personne ne s'y trompe et c'est ce qui fait son « poids » électoral. Et alors on aboutit à ce résultat que certaines circonscriptions ont en fait deux députés au lieu d'un, l'un à la Chambre, l'autre au ministère.

En présentant ainsi une trentaine de ministres qui, dans autant de circonscriptions, viennent jouer une parodie d'élection au profit d'un compère en difficulté ou de moindre poids, le gouvernement, de toute évidence, fausse le jeu électoral.

Inégalité de représentation, abus de confiance, escroquerie électorale, voilà le sens de l'article 23, non dans sa lettre, mais dans son application par un pouvoir qui ne néglige aucun stratagème pour se maintenir en place.

Louis Trégaro,
Montpellier.

Métro : une grève pour les conditions de travail



Quand Paris manque de métro.

Le dernier arrêt du métro a provoqué des embouteillages sans précédent (bien que les autobus ne se soient pas joints au mouvement). Les syndicats qui furent à l'origine de la grève (C.G.T., C.F.D.T., Autonomes) menacent de recommencer.

S'ils ne furent pas admis à présenter leur point de vue à la télévision, il faut souligner que le conflit entre la direction de la R.A.T.P. porte sur les conditions de travail. Les agents des transports parisiens, dont les journées de travail comportent souvent une longue amplitude, demandent un plus grand nombre de repos compensateurs.

Certaines catégories d'agents du secteur public et nationalisé (P.T.T., S.N.C.F.) sont particulièrement sensibles eux aussi aux conditions de travail. Ce qui se pose également dans le secteur privé (ainsi qu'en témoigne une récente étude de la Fédération C.F.D.T. des Industries chimiques sur les travailleurs astreints à un service continu).

Il faut noter, d'autre part, que l'opposition de F.O. et de la « C.F.T.C. maintenue » à la grève du métro n'a pas empêché sa réussite. Tout se passe comme si le syndicalisme français était de plus en plus divisé en deux

blocs : d'une part, la C.G.T. et la C.F.D.T. qui passent à l'action, d'autre part F.O. et les dissidents C.F.T.C. qui adoptent une attitude temporisatrice. Il en est ainsi chez les cheminots, dans les services hospitaliers, dans la métallurgie. Il est vrai que ces secteurs n'ont connu jusqu'ici aucun mouvement important.

Il en est de même à l'E.G.F. où la Fédération C.G.T. organise seule trois journées revendicatives les 7, 8 et 9 novembre, la Fédération C.F.D.T. correspondante subordonnant l'action commune à une priorité qui, selon elle, devrait être accordée à la revalorisation des salaires les plus bas. Par contre, toutes les organisations de fonctionnaires ont décidé de manifester à Paris le 8 novembre et les Confédérations C.G.T. et C.F.D.T. se sont prononcées pour un mouvement d'envergure nationale.

M. C.

Nécrologie

La section Droit Sciences-Eco de Paris et l'ensemble des E.S.U. sont en deuil.

Dimanche soir, en forêt de Fontainebleau, dans le secteur de la « Dame Blanche », un grave éboulement s'est produit. Les corps de trois jeunes alpinistes ensevelis n'ont pu être dégagés que mardi matin. Parmi eux se trouve celui de notre camarade Roland Muller, membre de la section Droit et responsable de la J.U.C.

Sous le coup de l'émotion, T.S. ne peut que se faire l'interprète des militants E.S.U. qui partagent la peine de M. et Mme Muller, si éprouvés par ce terrible accident qui leur enlève à la fois leurs fils Roland et Claude.

Le 30 novembre
Salle de la Mutualité
**Soirée de la
Fédération
de Paris**

Claude Nougaro
Catherine Sauvage
Maurice Fanon
Colette Magny
Les Achalay

Renseignements : 81, rue
Mademoiselle - SUF 06-71

La brochure
SANTE
est parue

Cette brochure magnifiquement illustrée comporte le programme Santé du P.S.U. et deux additifs : l'un sur l'équipement sanitaire et social dans le V^e Plan ; l'autre sur les problèmes de la réadaptation.

Prix : 2 F l'unité, 1,90 F par 10, 1,80 F par 50, 1,50 F par 100.
Passez vos commandes, 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. Paris 5826-65.

**TRIBUNE
Socialiste**
HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique :
HARRIS PUISAIS
Directeurs adjoints :
GERARD CONSTANT,
CHRISTIAN GUERCHE
Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF. 19-20
Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON. 22-60
Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

La gauche peut-elle être majoritaire ?

POURQUOI, nous disait-on, adresser à la Fédération tant de lettres, d'observations et de messages ? Croyez-vous avoir une chance d'être entendus ?

Oui, bien sûr, nous le pensions et nous continuons à le penser. Des idées fortes et justes, lorsqu'elles sont inlassablement répétées, finissent toujours par faire leur chemin. Il devenait, en vérité, de plus en plus difficile aux dirigeants de la Fédération de refuser tout contact, toute confrontation, tout dialogue. Leurs sympathisants ne comprenaient pas ces atermoiements, ces hésitations, ces dérobades. Ils y voyaient le signe d'une redoutable faiblesse et ils se sentaient de plus en plus démoralisés.

Le moment approchait où un changement d'attitude allait devenir inévitable. Certains attendaient un geste de François Mitterrand. C'est Guy Mollet qui en a pris l'initiative.

Par certains côtés, le discours qu'il a prononcé devant le congrès extraordinaire de la S.F.I.O. est l'un des plus contestables de sa carrière. Il donne au pays l'image d'une gauche qui a beaucoup oublié (voir notamment le passage sur la colonisation) et bien peu appris. Mais il y a la conclusion et c'est cette conclusion qui, à nos yeux, est importante.

Guy Mollet accepte désormais que des contacts aient lieu entre le F.G.D.S., le P.S.U. et le parti communiste. Il leur fixe un objectif essentiellement électoral, mais il n'écarte pas l'idée qu'un « certain nombre de propositions communes » puissent être dégagées.

S'agit-il d'un véritable tournant ? Certainement pas. Guy Mollet demeure toujours hostile à la notion de programme commun et il n'est pas prêt à renoncer à soutenir un certain nombre de candidats réactionnaires, lors du second tour des élections législatives. Rien ne nous garantit, par ailleurs, que sa proposition soit approuvée par le congrès radical. L'explication « loyale, franche, même sévère »,

dont a parlé le secrétaire général de la S.F.I.O. et que nous ne cessons, pour notre part, de réclamer depuis des mois, pourrait fort bien se réduire, en décembre, à deux rencontres-alibis, l'une avec le P.C. et l'autre avec nous.

Cela dit, l'initiative de Guy Mollet a, qu'on le veuille ou non, ouvert une brèche dans ce mur auquel nous nous

par Gilles MARTINET

heurtons depuis des mois. Il faut nous disposer à franchir cette brèche et nous préparer à affronter les nouveaux obstacles qui ne manqueront pas de nous être opposés.

Jusque là, notre objectif essentiel était l'ouverture d'une discussion entre toutes les organisations de la gauche. C'était, comme je l'ai dit, une idée juste et forte : elle n'a cessé de gagner du terrain. Nous devons maintenant nous fixer un nouvel objectif prioritaire, celui de la définition de la majorité qui, dans ce pays, sera appelée un jour — et peut-être dès 1967 — à succéder à la majorité gaulliste.

C'est là, pour des millions de Français, le problème essentiel, celui qui pèsera le plus sur leur détermination.

Battre le régime ? Mettre fin au pouvoir personnel ? Oui, mais par quoi et par qui les remplacer ? Qui ne répond pas à ces questions fait le jeu du général de Gaulle qui — on l'a encore vu à l'occasion de sa conférence de presse — fonde toute sa stratégie sur la division de l'opposition.

Aller à la bataille électorale sur le thème « pas de majorité pour personne » serait, pour la gauche, un véritable suicide. D'abord parce que tout le monde sait qu'une majorité « pour personne » serait encore une majorité pour de Gaulle (la plupart des lecanuettistes ne demandant qu'à « aller à la soupe »). Mais aussi et surtout

parce qu'en s'abstenant de revendiquer la majorité pour elle, la gauche se priverait du dynamisme et de l'élan sans lesquels toute augmentation du nombre de ses suffrages deviendrait impossible.

Je sais bien que les calculs de la plupart des tacticiens se fondent sur une relative stabilité du corps électoral. Mais qui se résigne à cette stabilité se résigne, par là même, à la consolidation du régime ?

La vérité est que bon nombre des leaders de la gauche ne voient pas comment, sur quels thèmes, avec quels objectifs il serait possible d'arracher au gaullisme une partie des salariés, des cadres et des paysans dont il a su gagner les suffrages. Et c'est pourtant là le point capital. La conquête de la majorité ne se conçoit pas sans l'unité, mais elle ne se conçoit pas davantage sans le programme.

Aurons-nous cette unité et aurons-nous ce programme avant le mois de mars prochain ? Personne ne peut encore le dire et nous nous garderons de céder à la facilité des déclarations exagérément optimistes. Nous avons une rude tâche à accomplir et le temps qui nous reste est vraiment très court. Nous sommes cependant décidés à ne négliger aucun des moyens qui peuvent nous rapprocher du but.

Le premier de ces moyens c'est la discussion publique, les contacts, les rencontres, le débat permanent avec la Fédération comme avec le parti communiste et les autres organisations et formations de gauche.

Le deuxième, et non le moindre, c'est la présentation de nos candidats, la définition de nos thèmes de propagande, la préparation de la bataille électorale. Car, quoi qu'il arrive, il y aura dans toutes les régions du pays des candidats qui opposeront au gaullisme la politique du renouveau socialiste. Plus leur campagne commencera tôt et plus elle sera vigoureuse et plus nos alliés et nos partenaires seront enclins à opérer les évolutions et les changements nécessaires.

Message du P.S.U. au congrès S.F.I.O.

Il nous a paru que nous devions saisir l'occasion de votre Congrès national pour adresser à votre parti et aux organisations qui se sont fédérées avec lui un appel pressant.

Nous avons été séparés dans le passé par de graves oppositions et bien que la lutte contre le gaullisme nous ait à plusieurs reprises rapprochés, de profondes divergences existent entre nous : nous n'avons intérêt, ni les uns ni les autres, à les dissimuler. Mais nous ne pouvons ignorer le sentiment d'inquiétude que, dans le moment présent, éprouvent les hommes et les femmes qui, à travers le pays, soutiennent la gauche. Ceux qui s'étaient unis lors de la bataille présidentielle et qui avaient formé l'espoir de voir un bloc des forces populaires succéder, dès 1967, à l'actuelle majorité gaulliste, constatent que cette perspective s'éloigne. L'U.N.R. peut ainsi soutenir que la nouvelle bataille politique qui va s'ouvrir n'a d'autre issue que la reconduction d'une coalition do-

minée par elle. Le fait que cette coalition puisse éventuellement s'élargir à des personnalités de la droite classique et du centre ne change rien à son objectif social qui est la consolidation et la modernisation du système de domination capitaliste.

Il est d'ailleurs parfaitement illusoire de prétendre utiliser les contradictions qui peuvent exister chez nos adversaires, si nous ne commençons pas par affirmer notre force et notre cohésion. Or, cette force et cette cohésion tiennent essentiellement à notre capacité de nous entendre et de faire apparaître, face à la solution néo-capitaliste et gaulliste, une véritable solution socialiste et démocratique. Au pouvoir qui se prépare à mettre en jeu des moyens matériels écrasants, il faut opposer le dynamisme et l'élan d'une Gauche unie et renouée et non une mosaïque de combinaisons tactiques et contradictoires.

C'est pourquoi nous n'avons cessé d'insister sur la nécessité d'engager une confrontation gé-

rale de toutes les forces de gauche. Nous avons considéré comme un fait positif la publication, au mois de juillet dernier, d'un programme par la F.G.D.S. Nous pensions qu'il allait être désormais possible d'ouvrir une discussion constructive. C'est dans cet esprit que nous avons transmis au Comité exécutif de la Fédération un certain nombre d'observations critiques, suivies de questions précises. Nos observations ont été enregistrées, mais aucune réponse n'a été apportée à nos questions.

Cette attitude n'affecte pas seulement les relations entre la F.G.D.S. et le P.S.U. Chacun comprend qu'elle met en cause les principes mêmes que nous opposons au gaullisme. Comment pourrions-nous, en effet, espérer un réveil des aspirations démocratiques dans ce pays, si nous ne tentions pas tout d'abord de dépasser nos oppositions par la voie d'une confrontation nette, d'une libre discussion ? Et comment pourrions-nous exclure de cette confrontation et de cette dis-

cussion une fraction quelconque de la gauche ?

Certains prétendent que ce débat nous conduirait présentement à une impasse. L'exemple du récent colloque sur le Vietnam montre pourtant que l'on parvient à surmonter bien des difficultés lorsqu'on s'attaque au fond des problèmes, même en politique étrangère, où les divergences de la gauche sont les plus apparentes. Sans prétendre parvenir à bref délai à réduire l'ensemble de nos désaccords, il est raisonnable de penser que nous pourrions, d'ici les élections, en dépassant certaines de nos divergences, aboutir à un programme commun.

C'est cette confrontation que nous vous demandons, une fois de plus, mais cette fois avec une particulière insistance, d'accepter. Le temps presse. Nous n'avons plus que quelques semaines devant nous pour prendre la responsabilité d'une nouvelle défaite ou pour réunir les chances d'une victoire.

Edouard Depreux,
Secrétaire National.

LES CONTRADICTIONS DE LA GAUCHE NE DOIVENT PAS MASQUER CELLES DU GAULLISME

En cette fin de semaine, le général de Gaulle aura tenu une conférence de presse aussi terne que peu précise. On avait annoncé, en haut lieu, que le général allait trancher sur l'amendement Vallon, sur les prochaines législatives, comme sur les problèmes de politique étrangère.

En fait, il a négligé de répondre aux questions essentielles, se contentant de formules vagues ou reprenant des thèmes largement connus.

Certes, le chef de l'Etat a de nouveau insisté sur le thème du chaos qui lui succéderait si les élections venaient à être défavorables à l'U.N.R. Il l'a fait en termes ambigus, qui laissent place à de nombreuses interprétations, quant à l'usage qu'il pourrait faire des articles 16 et 12 de la Constitution.

Mais ces propos vagues menaçants ne doivent pas dissimuler le vide profond des propos tenus. De Gaulle tourne en rond, faute du drame dans lequel il aime vivre.

De son côté, le congrès S.F.I.O. aura été marqué par beaucoup d'ambiguïtés. Au-delà d'une certaine ouverture à gauche, bien des questions se posent, que le discours fleuve de Guy Mollet n'a que peu éclairées.

En définitive, à l'Elysée comme à Suresnes, on continue de croire aux habiletés.

Le pays attend autre chose de la gauche. Se décidera-t-on à le comprendre ?

Christian GUERCHE.

S.F.I.O. : Un congrès très ordinaire.

Samedi et dimanche derniers, le Congrès national extraordinaire du parti socialiste S.F.I.O., tenu à Suresnes dans la banlieue parisienne, devait examiner et voter un rapport sur le bilan et les orientations de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Le Congrès a été dominé par la prochaine échéance électorale.

Mais ce n'est plus la lutte d'antrefois sur les deux fronts (contre le gaullisme et contre le communisme); c'est la bataille prioritaire contre le régime. La plupart des orateurs n'ont cessé de le dire et de le redire.

Et il est vrai qu'aucun autre parti ne manifeste à l'heure actuelle un anti-gaullisme plus virulent que le parti socialiste. L'outrance verbale ne lui fait pas peur. Après avoir affirmé que les éléments du fascisme étaient réunis dans le régime actuel, Jacques Piette n'a pas hésité à rapprocher le gaullisme de demain de l'hitlérisme d'hier et à lancer : « Le gaullisme, c'est Salazar plus le mensonge et, peut-être, la violence. » Guy Mollet comparera De Gaulle à Pétain dans son discours de clôture.

La S.F.I.O. qui s'était placée à l'avant-garde de la V^e République en 1958 entend se placer en 1966 à l'avant-garde de la lutte contre cette V^e République.

Si le Congrès de Suresnes a tourné sur sa gauche la F.G.D.S. (du moins la Convention des Institutions républicaines) en réclamant des contacts avec le P.C. (et le P.S.U.), il a cherché également à tourner sur sa gauche le P.C. lui-même en l'accusant de ménager le gaullisme. C'est Jules Moch (élu avec les voix communistes) qui déclara : « Nous pouvons nous demander si la démolition de l'O.T.A.N., le retrait des bases étrangères de France (selon la terminologie soviétique), le voyage à Moscou et bientôt celui de Kossyguine à Paris (en pleine période électorale) n'ont pas, comme contrepartie, le maintien du régime. » C'est Francis Leenhart (battu par les voix communistes) qui accuse les communistes d'être mi-complices, mi-opposants et proclame que la F.G.D.S. est la seule force d'opposition globale au gaullisme. C'est Christian Pineau qui reproche au P.C.F. de préférer l'U.N.R. au Centre démocrate.

En se refusant à distinguer entre la politique intérieure et la politique extérieure du pouvoir, en condamnant en bloc l'une et l'autre, la S.F.I.O. résout ses contradictions et maintient sa tradition. D'une part, elle peut rester fidèle à ses options atlantiques et européennes, d'autre part, elle peut se permettre d'accuser le P.C.F. de suivisme à l'égard de l'U.R.S.S.

Il est clair que le parti socialiste dans son ensemble (des applaudissements en témoignent), n'est pas acquis à l'idée lancée par Claude Fuzier selon laquelle il n'existe pas d'avenir en dehors de l'union de toute la gauche en vue de la prise du pouvoir et du gouvernement en commun.

Il est clair qu'il souhaite d'abord et avant tout la défaite de l'U.N.R. « à n'importe quel prix ».



Vingt ans de stabilité.

Arthur Notebart, député du Nord, exprime l'avis général lorsqu'il proclame : « Il faut tout faire pour restaurer la démocratie, faire fonctionner la République, il faut tout faire pour se débarrasser de De Gaulle. » Quand il conclut : « Au premier tour, tout pour la F.G.D.S.; au deuxième tour, tout contre l'U.N.R. », c'est l'ovation.

En fait, c'est le retour au cartel des non. Jules Guesde, qui préférerait un homme de droite non monarchiste à un monarchiste de droite, sera cité à la rescousse.

Bien sûr, des voix se sont élevées pour remettre en cause les analyses traditionnelles. Gérard Jaquet a réclamé une véritable alternative socialiste, et a souligné que l'opinion condamnait les ententes contre nature du passé. Albert Gazier a dénoncé les stratégies trop habiles et reconnu que l'enjeu des élections, c'était la récupération par la gauche des voix populaires égarées sur l'U.N.R. Enfin et surtout de jeunes militants ont parlé un langage que ne renierait aucun P.S.U. Ils ont proclamé que la lutte contre le pouvoir personnel menée par la F.G.D.S. était trop purement négative, qu'il était nécessaire de proposer des choix clairs et précis, d'avancer des réformes de structures, de parler en termes concrets, d'analyser la société de consommation, etc. Davantage : ils ont lié le renouveau du socialisme à l'union des gauches.

Malheureusement, ces voix isolées n'ont pas porté, et la motion finale adoptée à l'unanimité n'a point traduit leurs préoccupations. Les congressistes (parmi lesquels dominaient les plus de cinquante ans) ont préféré applaudir ceux qui, comme Jacques Piette et Arthur Notebart ont attaqué le P.S.U. « donneur de leçons », rallié du bout des lèvres à la candidature Mitterrand, désireux d'être « le courtier bien rémunéré entre le P.C. et la S.F.I.O. », et critiqué l'investiture accordée « sans garanties » à Pierre Mendès France par la F.G.D.S. En outre, la fusion au

sein de la Fédération n'a pas été envisagée avec enthousiasme. Le patriotisme de parti est vif.

La vérité, c'est que Guy Mollet reste le maître absolu de la « vieille maison ». Voilà vingt ans, les militants socialistes l'ont laissé s'emparer de

la direction de la S.F.I.O. sur une plate-forme de gauche et au nom de la pureté doctrinale. Le socialisme français n'a pas encore fini d'en supporter les conséquences.

Jean-François Kesler.

Le Général et les gaullistes de gauche

Silence dans les rangs !

L'adjudant a haussé un peu le ton, l'ordre va revenir, il était temps ; le tumulte devenait intolérable. Se disputer comme des gamins, à six mois des élections ! cela n'a pas de sens commun : Debré contre Pisani, Chalandon contre Vallon, Neuwirth contre Debré (la pillule est dure à avaler). Debré contre Vallon : un mythe diabolique. Sans parler des coups de jarnac de Giscard contre Pompidou et de Pompidou contre Giscard. Tout ce beau chahut allait presque recouvrir le bruit des confuses mêlées de la gauche.

Comment en était-on arrivé là ?

Il faut remonter un peu loin : décembre 1965 le règne de M. Giscard d'Estaing prend fin. Les élections sont dans quinze mois. Or le bilan économique de la législature est bien médiocre ; la politique de stabilisation a mené la France au bord de la récession et les entreprises au bord de la faillite, le bilan social est encore plus maigre. L'équipe la plus réactionnaire que la France ait eue depuis des décennies (Giscard, Couve de Murville, Burin des Rosiers, Rueff) a empêché la moindre initiative à venir au jour. Chaque fois que les U.N.R. de gauche, des hauts fonctionnaires « en colère », des syndicalistes excédés ont avancé une idée, elle a été impitoyablement refoulée : pas de discussions sur les salaires réels, pas de syndicalisme dans l'entreprise, pas de réduction de la durée du travail dans le V^e Plan.

Si M. Bloch-Lainé avance des idées on vérifie sa caisse et on déchaîne tout le patronat contre lui, si M. Massé réunit une « conférence des revenus » on l'enterre habilement sans les chrysanthèmes. Giscard veille partout au grain... et on s'aperçoit maintenant à l'U.N.R. qu'il avait raison : le régime est trop fragile pour se permettre autre chose qu'un conservatisme paternel.

Le petit plan Debré

Ceci le général l'avait peut-être oublié lorsqu'il troqua Debré contre Giscard et qu'il relâche les rênes de Vallon. Il fallait rattraper le temps perdu, il fallait préparer en vitesse, in extremis, un joli bilan pour mars 67. Debré l'imaginatif, le réformiste est chargé de l'opération. Elle va connaître trois temps.

D'abord le petit plan Debré de mars 1966, trois sous par-ci, trois sous par-là, de quoi acheter quelques sucettes aux enfants, ce n'est pas sérieux. Chacun en convient, mais la Conjoncture, la Concurrence, la Caisse ne permettent pas mieux.

Alors le ministre dit : « Il faut de grandes réformes de structure. » Le mot était lâché : Structure, Organi-

sation, Statistique, la planche de salut. Trois réalisations tests sont aussitôt inscrites au calendrier du travail gouvernemental : la définition d'une grande politique de la recherche scientifique, de la formation professionnelle et de la lutte contre la spéculation foncière, devait voir le jour au moyen de trois lois-programmes spécifiques.

Où en est-on ?

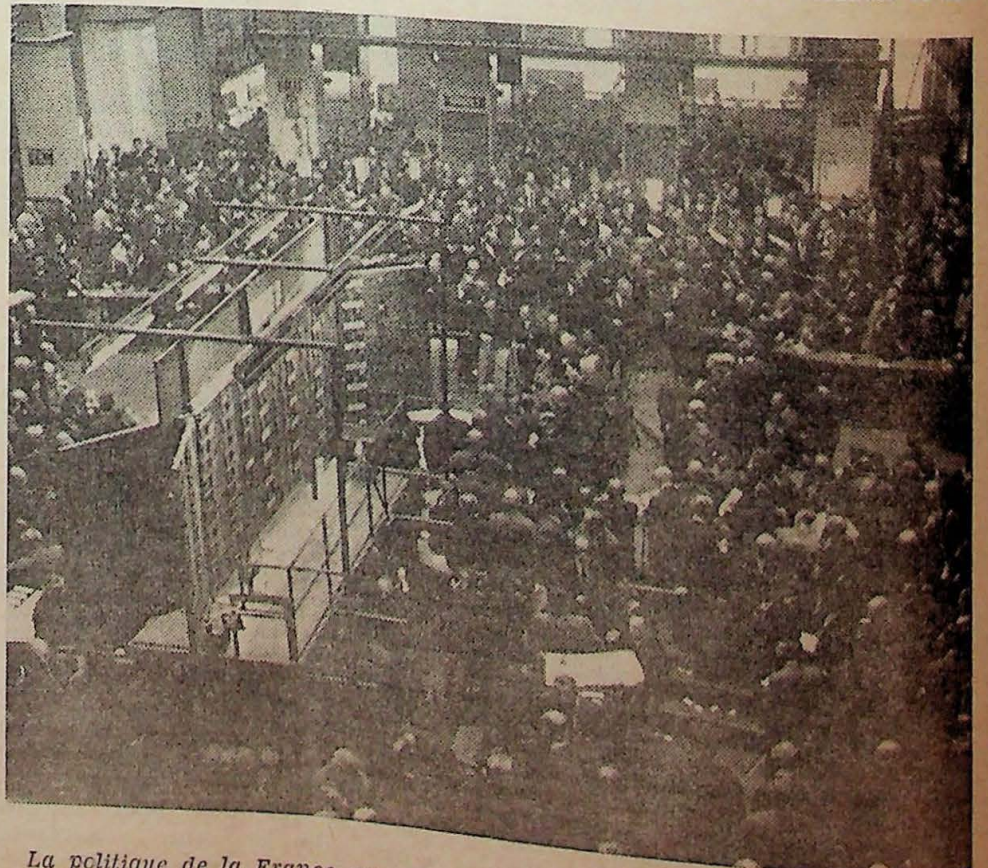
On devait très vite renoncer à la première loi, les arbitrages qu'elle supposait entre les différentes voies qui s'ouvrent à la recherche (spatiale, nucléaire, plan-calcul, applications à l'industrie) imposant des choix tels que le gouvernement s'est refusé à les formuler, sous peine de devoir renoncer à certaines de ses ambitions ou de porter préjudice au développement industriel du pays. On s'en tiendra ainsi à une politique de recherche scientifique au « coup par coup », donnant le pas à telle orientation selon les nécessités du moment et les exigences de la politique intérieure et de la diplomatie.

Ce fut mieux pour la deuxième loi-programme : elle a vu le jour et elle nous affirme que la formation professionnelle devient une « obligation nationale » ; on n'en demandait pas tant. On eut simplement souhaité que les deux fondements essentiels qui expliquent la réussite de la formation professionnelle et de la promotion sociale dans les grandes nations modernes, en U.R.S.S. comme aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale comme en Grande-Bretagne, fussent introduits chez nous : il s'agit de la garantie pour les stagiaires que leur niveau de vie ne diminuera pas pendant les mois consacrés à la formation ou au recyclage, d'une part et, d'autre part, d'une politique des horaires de travail qui permettent aux travailleurs de faire une place convenable à la formation dans leur emploi du temps quotidien, hebdomadaire et annuel.

Sur ces deux points essentiels, la loi ne dit rien ! Elle ne dit rien, parce qu'elle n'a été conçue que comme un élément de la politique économique et non point du tout dans le cadre d'une politique sociale cohérente.

Reste enfin la fameuse loi foncière, dont le ministre de l'Equipement entendait se servir pour asseoir son opération de prise en main des gaullistes de gauche : la fadeur de cette loi explique très probablement, en partie au moins, le « dégonflage » total dont fait preuve depuis l'été M. Pisani sur le plan de ses ambitions politiques personnelles, et son absence lors des dernières réunions des gaullistes de gauche.

Ainsi, une fois encore, après des proclamations de foi vibrantes et so-



La politique de la France ne se ferait-elle plus dans une « corbeille » ? (Photo A.F.P.)

lennelles, rien de sérieux n'est fait pour lutter contre la spéculation foncière et mettre un peu d'ordre dans le « Texas » de l'immobilier.

L'opération Vallon

La deuxième opération était donc ratée comme la première. L'énerverment était à son comble, le bilan toujours aussi maigre et la date des élections se rapprochait.

Les plus habiles proposaient de ne rien précipiter. Evidemment l'opposition pourrait dresser un réquisitoire : spéculation foncière et scandales immobiliers, injustice fiscale, quasi faillite de la Sécurité sociale, restriction des investissements, menaces sur les nationalisés, retards des salaires du secteur public et semi-public.

Mais d'abord la gauche était divisée, au lieu de fourbir ces armes, elle ne paraît s'occuper que de cuisine électorale ; ensuite il y a le général, sa politique étrangère et une conjoncture pas si mauvaise.

Au lieu de se rallier à cette démarche prudente et de laisser la mare stagnante, plusieurs membres de la majorité et non des moindres y lancent des pavés. Le Président de la République, lui-même, intervient, et dans le cadre significatif de la Caisse des dépôts, pour évoquer, comme un fait acquis et une donnée de base de sa politique, le « dirigisme grandissant » qui serait pratiqué dans la France d'aujourd'hui, et rendre du même coup hommage à M. Bloch-Lainé, « apôtre d'une réforme de l'entreprise sur la base de l'association ».

Moins solennel, mais plus hyperbolique encore, le rapporteur général du Budget a pris le relais, découvrant tour à tour la fraude fiscale, les injustices de la répartition de l'impôt et les artifices de la présentation budgétaire. Et le ministre de l'Economie et des Finances d'emboîter le pas, répondant à M. Vallon qu'une réforme de l'impôt sur le revenu serait mise en chantier au cours de la prochaine législature. M. Debré s'est également efforcé, en ouvrant le débat budgétaire à l'Assemblée par un discours nourri et charpenté, d'affirmer le côté doctrinaire de sa personnalité, son attachement à la planification, son penchant pour les réformes de structures ; il faisait ainsi d'une pierre plusieurs coups, flattant certains courants de la majorité qui supportent mal l'immobilisme de M. Pompidou, et donnant, à ce dernier, le coup de pied de l'âne en traçant les contours d'une politique assez différente de celle qui fut suivie ces dernières années. M. Debré se démarquait aussi, de la sorte, de son prédécesseur qu'il faisait implicitement apparaître comme exclusivement préoccupé par les équilibres conjoncturels et les évolutions à court terme.

Enfin, M. Vallon ne cesse de relancer son fameux amendement sur l'intéressement des travailleurs aux bénéfices réinvestis dans les entreprises.

Une belle confusion

Tout cela crée une belle confusion dans les milieux sur lesquels repose le régime. Le presse capitaliste prend feu et flamme, la Bourse a un nouvel accès de faiblesse, le patronat menace de démissionner en bloc (?), les banquiers sauvent les meubles (d'ici à ce que la nationalisation des banques d'affaires figure au programme de l'U.N.R.-U.D.T. il n'y a plus qu'un pas !).

Tout cela est trop. Chalandon (de la Banque de Paris) contre-attaque : l'intéressement doit rester facultatif. Debré prépare des contre-feux : une réforme fiscale ? Oui « mais cette réforme suppose un examen plus important que les mises au point précédentes... elle devra tenir compte des transformations sociales, du développement économique et d'exigences morales ».

Edgar Faure rassure les gros agriculteurs sur le sort de la propriété privée. Pisani se défend en reculant : « Nous sommes encore très loin de la mise au point nécessaire au choix en matière d'impôt foncier » et il ajoute pour ceux qui n'auraient pas compris : « Nous étions incapables, techniquement et psychologiquement d'aller plus loin. » Quant à Jeanne-ny, il saisit toutes les occasions pour répéter « qu'à ses yeux la politique sociale s'assujettit aux objectifs de la politique économique elle-même ».

Toutes ces mises au point révèlent au moins l'ampleur de la secousse. Les maladroitement oubliés que le régime actuel repose sur l'injustice fiscale, l'inégalité sociale, l'exclusion des travailleurs des véritables responsabilités économiques. S'attaquer à ces problèmes voudrait simplement dire que l'on change de régime, que

l'on a déjà choisi de fonder le pouvoir politique sur d'autres classes sociales, d'autres rapports de force et de domination.

Cependant, les mises au point ministérielles ne suffisaient pas. Vallon s'entêtait et quelques autres. Il fallait faire donner la garde, rétablir l'ordre dans les rangs.

Le général se lève et dit : « Il va de soi... (n'est-ce pas Vallon ?) que cette réforme exige, à son tour, des études, des choix et des délais... Voilà ce qui sera, au cours de la prochaine législature entreprise par le Président, le gouvernement et le Parlement de la République. » Ouf ! on l'a échappé belle. Après les élections ? Oui, il y aura de nouvelles commissions Mathey, de nouvelles études, on a le temps de voir venir. Et pour ceux qui s'inquiètent encore, le Président souligne que « cette réforme doit s'accomplir sans ébranler les autres piliers qui sont, d'une part, l'investissement des capitaux pour l'équipement des entreprises et, d'autre part, l'initiative et l'autorité de ceux qui ont à les diriger ». Patrons et capitalistes devraient être rassurés.

Mais la gauche devrait reprendre le feu mal éteint par le pompier suprême. Elle a vu :

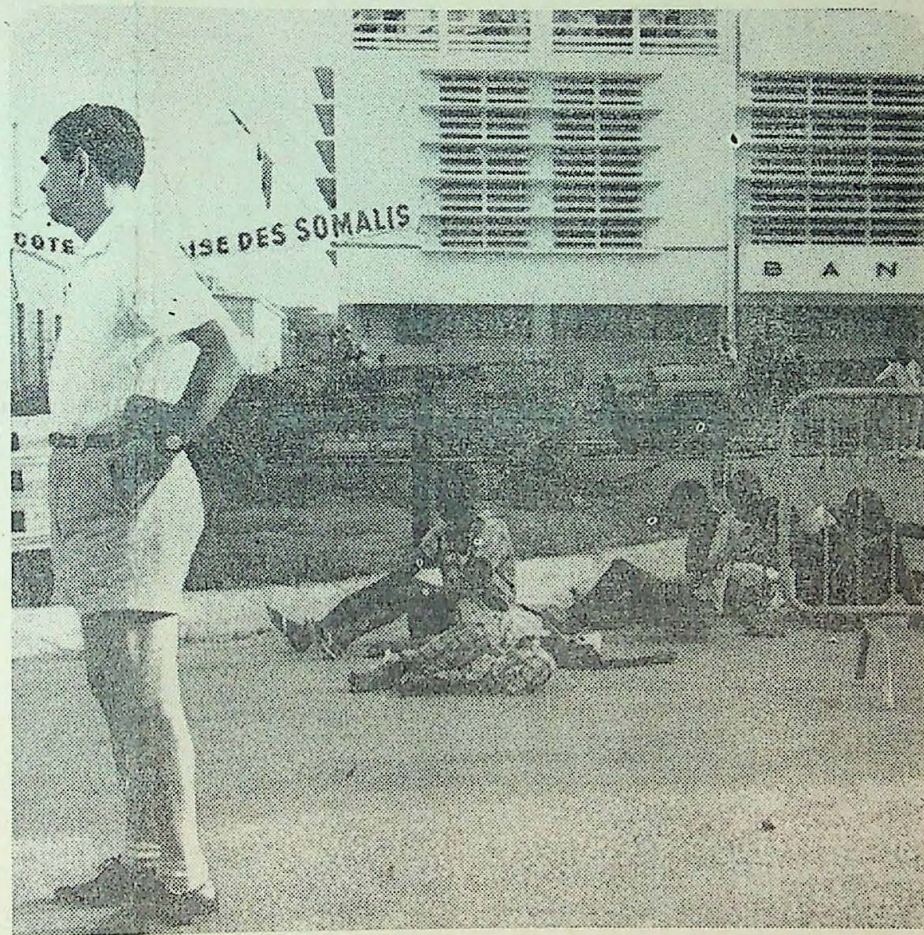
— que le régime est bien moins solide qu'il ne paraît. Le plus petit projet de réforme est encore trop pour ce qu'il peut admettre. Or un régime qui n'évolue pas, qui ne peut pas se réformer constamment est condamné ;

— que les points faibles de ce régime sont apparus avec évidence dans les critiques de ceux-là mêmes qui font profession de le soutenir : faiblesse financière d'un régime qui a tout fait pour relancer l'épargne capitaliste et a échoué, faiblesse fiscale d'une société où ne sont imposés exactement que ceux qui contribuent à l'expansion, faiblesse sociale d'une civilisation où les travailleurs n'ont pas le droit de se grouper pour peser sur les décisions qui les concernent le plus.

Mais voilà, il ne s'agit pas d'emboîter le pas à M. Vallon ; c'est-à-dire vouloir réformer sans changer les véritables structures de ce pays. Seule une alternative socialiste est, aujourd'hui, à la mesure des problèmes de notre société ; les Français n'en ont pas encore conscience. La campagne des législatives devrait être l'occasion de cette découverte.

Jacques Malterre.

Continuité sur le Vietnam Insuffisance sur Djibouti



Les limites de la décolonisation gaulliste.

Sur la guerre du Vietnam, le Président de la République a répété des idées qui lui sont maintenant coutumières, qui sans doute pour l'immédiat ne font guère avancer le problème, ce que l'on aurait mauvaise grâce à déplorer en l'état actuel des choses. Car il est bien certain que l'évolution du conflit vietnamien n'est pas mûre pour un règlement et ceci en premier lieu parce que le « camp américain » n'a pas accompli la révision nécessaire de sa politique et parce qu'une partie de l'opinion publique n'est pas encore convaincue des responsabilités très nettes des Américains. C'est pourquoi l'on peut admettre la répétition de truismes tant que ces vérités n'auront pas été reprises à leurs comptes par tous les intéressés. De la même manière, tant que la gauche ne sera pas unanimement convaincue de ces évidences, il sera impossible de tourner de Gaulle « sur la gauche ».

Les propos du chef de l'Etat ont notamment porté : sur l'impossibilité d'une victoire militaire, ce qui est finalement contester les prétentions américaines ; sur la nécessité pour Washington de créer en priorité les conditions qu'implique tout démarrage de négociations — si l'arrêt des bombardements du Nord est sous-entendu, il reste que le départ nécessaire des troupes américaines n'est pas fixé dans le temps, imprécision pas fixée dans les indications du discours retranscrit sur les indications du discours de Phnom-Penh et qui symbolise à elle seule l'état de la situation

— sur l'indispensable réintroduction de la Chine dans le concert des nations ; sur l'objectif de la neutralité du Sud-Est asiatique et du contrôle de cette neutralité.

En un mot, de Gaulle entend que soit appliquée à propos du Vietnam la politique d'autodétermination qui fut la sienne en Algérie. On ne saurait être plus royaliste que le roi et ce n'est certes pas la faute à de Gaulle — bien que cela lui soit profitable — si la gauche ne s'est pas mise d'accord profondément sur le problème vietnamien (1) ; il n'en demeure pas moins que la perspective gaulliste ne nous agrée pas en dernière analyse lorsqu'il est fait appel à l'intérêt bien compris des U.S.A., lequel serait mieux servi par la paix que par la guerre. Car nous savons que cela, dans le Tiers Monde, signifie néo-colonialisme, sous-développement, faiblesse des mouvements révolutionnaires, etc. Les peuples du Tiers Monde et leurs dirigeants, à n'en pas douter, ont leur part de responsabilités en cet état de choses ; mais lorsque de Gaulle idéalise cette situation au point de la vanter aux Américains, n'est-ce pas en vue de maintenir un statu quo, que la gauche, sans se trahir, ne saurait contribuer à consolider...

Le « progressisme » de de Gaulle s'explique d'autant mieux que pour l'instant le mouvement révolutionnaire dans le Tiers Monde est plus que vulnérable et que la gauche européenne n'a pas su, jusqu'à présent, proposer une approche des problèmes du

Tiers Monde succédant à son combat rétif pour une indépendance qui n'aura été qu'une porte ouverte sur le néo-colonialisme. Encore une fois, il ne s'agit pas de nous réfugier dans une optique « gauchiste », les rapports de force exigent que l'on considère la politique gaulliste comme « positive » sur le conflit du Vietnam. Mais en dernier ressort son ambiguïté ne doit pas nous échapper comme en témoigne l'affaire de Djibouti.

A cet égard, la question posée par l'un de nos confrères était particulièrement pertinente : dans la mesure où lors du prochain référendum la population de la Côte des Somalis ne se rallierait pas à une indépendance pure et simple, quels seraient les traits d'un statut ; aurait-il valeur de précédent pour tous les autres territoires d'outre-mer (2) ; la France envisage-t-elle des garanties pour l'application d'un nouveau statut, notamment à l'égard des prétentions de l'Ethiopie et de la République de Somalie ?

Le problème est complexe, et nous devons nous défaire en la matière d'un réflexe qui voudrait que l'indépendance soit, en l'état présent des forces et des possibilités, la réponse immédiate à la situation. L'autonomie interne peut être une étape nécessaire, ne serait-ce que parce qu'elle peut permettre de préparer une accession à l'indépendance qui ne soit pas un pur trompe-l'œil comme cela a été trop souvent le cas. Ne savons-nous pas qu'une politique d'autonomie est réclamée, comme première étape, par nos amis antillais. Par contre, l'on ne saurait accepter l'espèce de chantage dans lequel de Gaulle tend à enfermer le problème : ou vous restez « avec la France » ou débrouillez-vous ? Ce serait faire fi d'une responsabilité que la France porte du fait de la colonisation et du retard socio-économique d'une population qu'en tout état de cause, elle n'a pas pour le moins suffisamment aidé à combler ! Qu'à ce sujet l'on nous renvoie constamment l'affrontement tribal ne saurait être une excuse, car nul n'ignore que cette « balkanisation », l'administration française l'a savamment entretenue à tous les échelons. Plus grave, plus fondamental est le silence observé par de Gaulle sur les grandes lignes de ce statut (même si l'on peut admettre que le temps matériel n'a pas encore permis de les penser) et surtout par son refus de répondre sur le cas des autres territoires d'outre-mer.

Là, comme pour le Vietnam, on ne disconvient pas que de Gaulle puisse s'offrir sans mal le luxe d'un certain libéralisme, puisque la gauche n'a pas su proposer sur ces questions des solutions positives qui se distinguent du « réalisme gaulliste », puisque la population de la Côte française des Somalis est divisée sous l'influence évidente et discutable des deux rivaux que sont l'Ethiopie et la République de Somalie. Qui ne sait au surplus que derrière ces nationalismes, et dans toute la région, se profilent les intérêts et les manœuvres des grandes puissances ! Dès lors, on peut estimer que d'ici à la fin de l'année 1967, le problème « somalien » sera réglé, en tout cas pour la France et son gouvernement. Des « ennuis » comme ceux qui se sont produits en août 1966 ne se reproduiront plus, du moins on le prétend en filigrane. Aura-t-on pour autant porté remède aux conditions de vie des « Somalis », ceci est une autre affaire : Djibouti n'aura d'autre choix qu'entre une « mini-congolisation » et le maintien amélioré de la présence française. Telles sont les limites de la décolonisation gaulliste, elles n'apparaissent belles que du fait des faiblesses mentionnées, si nous devons en tenir compte, nous ne saurions les faire nôtres.

Le général de Gaulle prône volontiers le pragmatisme par opposition aux idéologies, le jour où nous saurons incarner nos idéologies, le pragmatisme gaulliste paraîtra en retrait. D'ici là, tout en prenant compte de la « ligne gaulliste », il importe de forger nos programmes et de forger les moyens qui puissent les rendre applicables. Tristement, chacun sait que ce n'est pas chose aisée, le Vietnam et Djibouti prouvent à leur manière que c'est une chose urgente, car il n'est pas vrai que rien de « dramatique » ne menace la France, puisque la gauche est malade. Mais ceci, le général de Gaulle ne pouvait pas, ne devait pas le dire !

Claude Glayman.

(1) L'accord difficilement conclu entre les différentes formations de gauche lors du Colloque juridique du 9 octobre 1966, n'a pas eu pour l'heure de suite suffisamment dynamique pour que l'on ne soit pas autorisé à n'y voir qu'une exception confirmant la règle.

L'éducation sexuelle

L'éducation sexuelle ne devrait pas être isolée des autres problèmes de l'éducation : elle ne peut être séparée de la formation complète de la personnalité.

Pourtant, le terme même d'éducation sexuelle n'est guère satisfaisant car il garde une certaine ambiguïté et recouvre des notions, des tendances, des buts différents selon ceux qui l'utilisent. Toutefois, il s'est imposé au point d'être employé couramment.

Nous entendons par éducation sexuelle des enfants une « pédagogie de l'adolescence » : c'est une aide à apporter à l'enfant :

— en lui fournissant les explications indispensables ;

— en comprenant la place de la sexualité dans la vie de l'enfant ;

car une éducation sexuelle donnée à l'école doit contribuer outre à l'éducation des enfants, au rapprochement avec les parents et elle ne peut se faire qu'en collaboration avec les parents.

Certaines expériences montrant que ceci n'est pas une utopie :

● Expérience de Chambéry

Sous l'instigation de Pierre Chambre, professeur de lettres au lycée de garçons et président de l'école de parents de Chambéry et de Savoie (1).

Cycle de causeries en liaison directe avec le travail scolaire : on traite avec toute la classe réunie deux sujets importants : les problèmes de l'adolescence, l'amour dans la littérature et la vie.

Et dans un cycle de causeries qui

| Réponses | Ensemble | | | |
|---------------------|----------|--------|-----------------------|----|
| | Hommes | Femmes | Femmes de 20 à 49 ans | |
| | % | % | % | % |
| Oui | 33 | 36 | 31 | 34 |
| Oui sous conditions | 24 | 24 | 24 | 26 |
| Non | 31 | 28 | 34 | 30 |
| Pas de réponse | 12 | 12 | 11 | 10 |

Ces résultats prouvent que plus de la moitié de la population n'est pas hostile à ce genre d'informations.

— en l'aidant dans son adaptation au monde et aux autres, dans son insertion dans la vie sociale avec les responsabilités que cela comporte.

Une fois cet essai de définition abordé, se pose la question de savoir si cette éducation doit être donnée ou non à l'école. Certes, si le milieu familial s'acquiesce de cette tâche, le problème présenterait moins un caractère d'urgence.

On n'est pas unanimement favorable à cette idée. Une enquête publiée dans la revue *Population* (n° 3, 1956) fait apparaître les chiffres suivants, en réponse à la question : « Si des cours d'éducation sexuelle étaient introduits dans les écoles, approuveriez-vous cette mesure ? »

Dans le milieu familial nous sommes loin de l'attitude traditionnelle qui ne pouvait guère se définir que par le silence de l'éducateur : cette position est de plus en plus abandonnée et poussée par les influences extérieures (lectures, spectacles, etc.), la famille fait sans doute un effort. Pourtant la plupart des adultes (nous parlons en général) sont eux-mêmes assez ignorants dans ce domaine, et surtout incapables d'informer et d'éduquer leurs enfants (on peut d'ailleurs y ajouter le manque de temps). Alors on répond, bien sûr ! aux enfants s'ils posent des questions mais on ne se penchera pas assez sur les différentes étapes de cette éducation selon l'évolution de l'enfant.

Et même si dans certains milieux privilégiés l'adolescent est suffisamment informé et protégé il n'en est pas de même partout.

Il ne faut pas oublier que le problème de la délinquance se pose surtout dans le milieu des petits employés et ouvriers, que c'est dans ce milieu que l'on trouve le plus de mères célibataires et que le pourcentage des mères de 16 ans qui mettent au monde des enfants hors mariage est en augmentation.

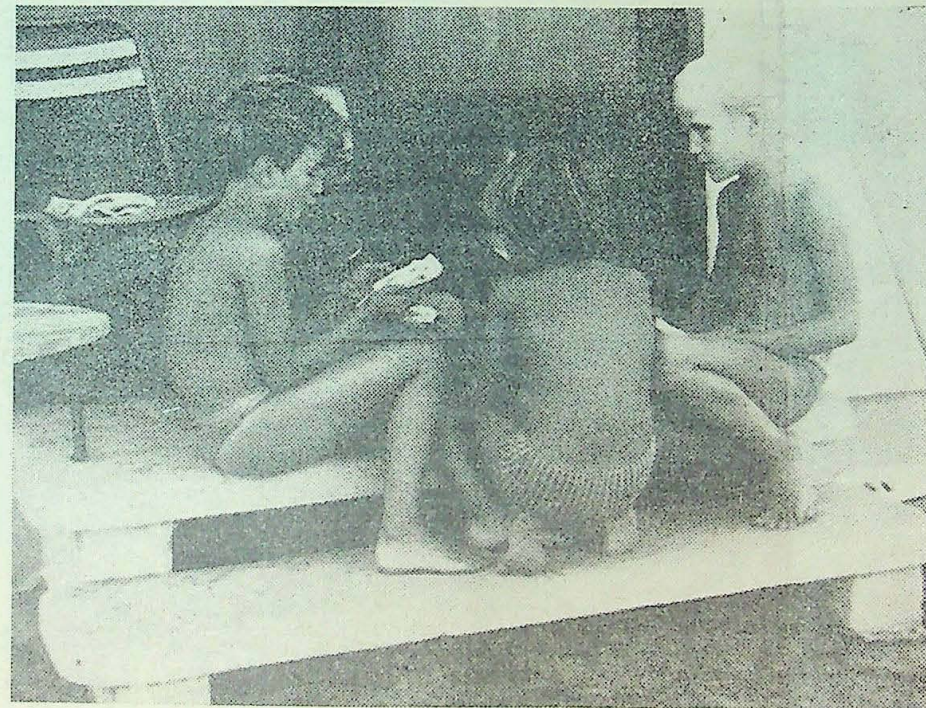
Donc à défaut d'une information qui permettrait aux parents d'être parfaitement à l'aise et d'informer leurs enfants, n'est-il pas préférable qu'au lieu d'être laissée au hasard, l'éducation sexuelle soit donnée dans le cadre de l'éducation générale à l'école ?

Certes, il faudra préparer les enseignants à cette tâche. Mais pourquoi ne pas prévoir dans les écoles normales, dans le cadre de cours de psycho-pédagogie, des cours donnés par des médecins et psychologues afin de permettre aux futurs maîtres de faire eux-mêmes des cours d'éducation sexuelle : car cet enseignement ne devra pas être imposé, il faut une certaine vocation et aptitude particulières faites de beaucoup d'amour et de compréhension, pour aborder avec des adolescents les problèmes si complexes de la sexualité ; et s'il faut donner aux enseignants les moyens matériels (connaissance précise d'anatomie et dans une certaine mesure de psychanalyse) de le faire, il faut sauvegarder la liberté de chaque futur maître et ses aptitudes personnelles.

Quant aux enseignants en place, pourquoi ne pas leur donner la possibilité d'insérer dans leurs cours des causeries, entretiens d'éducation sexuelle : il suffirait que lors des réunions de professeurs au début de l'année scolaire, le directeur de l'établissement scolaire propose un cycle de causeries qui serait assuré par les professeurs volontaires et responsables, en relation avec les parents,

s'insère une fois par quinzaine dans l'horaire de la classe on aborde différentes questions, questions posées pour la plupart oralement pendant les réunions. Ces réunions sont considérées par l'administration du lycée comme activités dirigées facultatives.

Parallèlement à ses causeries, réunions de parents contactés dès le début de l'année par une lettre avec un questionnaire précis. C'est en 1945-



On vit en avant de son âge réel.

(Elie Kagan.)

1946, dès la première année de l'école des parents de Chambéry fut inscrit le sujet de « l'initiation des enfants au mystère de la vie ». Nécessité d'établir le dialogue avec les parents (« Education sexuelle, dialogue familial », titre d'un article du docteur Bergé, dans *L'École des parents* de juillet-août 1963).

● Expérience de Madeleine Dejean, professeur au lycée Henri-IV, à Toulouse. Dans les établissements féminins le programme officiel de sciences naturelles des classes terminales comportait quelques heures de puériculture considérées comme facultatives.

Madeleine Dejean a profité de ses heures pour parler de la physiologie de la reproduction et aborder quelques questions particulières, proposées en générale par les élèves et souvent en rapport avec des faits d'actualité.

Elle propose un programme de base dans son expérience réalisée dans les classes terminales : référence au livre de Mme Possompes : « Physiologie de la reproduction et puériculture » (Hachette 1963) : ouvrage destiné à l'enseignement de la puériculture en classes terminales : la partie la plus classique de puériculture est précédée de trois chapitres traitant de l'anatomie et de la physiologie de l'appareil producteur féminin, de la fécondation, de l'embryologie du fœtus humain, de l'accouchement et de la lactation.

Quelques problèmes soulevés par les élèves : hérédité humaine, parasitisme de l'enfant avant sa naissance, accouchement sans douleur, inconvénient du facteur Rhésus, limitation des naissances et fécondité volontaire.

(1) Pierre Chambre : « Les Jeunes devant l'Education Sexuelle » (Néret).

● Cercle d'information des parents et des travailleurs : Henry Tavouillot, professeur au lycée Claude-Fauriel, à Saint-Etienne : expériences dont ont surtout bénéficié les parents des élèves du lycée Claude-Fauriel.

Son action se caractérise par une double intention : 1) faire comprendre aux parents qu'une éducation véritable ne saurait laisser de côté l'éducation sexuelle, et que maints problèmes d'éducation (relation entre parents et enfants, adaptation à l'école, rendement scolaire, loisirs vacances) seront perçus très partiellement si l'on élimine le point de vue sexuel ; 2) profiter des causeries sur l'éducation sexuelle pour montrer que les difficultés éprouvées par les parents dans ce domaine peuvent signifier absence de confiance.

C'est au lycée Claude-Fauriel qu'a été instituée la lettre aux parents : lettre sur la puberté, envoyée par les soins du service médico-social du lycée, aux parents de ceux des élèves chez lesquels l'examen médical a révélé un début de puberté.

Cette lettre est accompagnée d'un papillon détachable où les parents peuvent indiquer s'ils désirent avoir en communication quelques titres d'ouvrages et de brochures, avoir un entretien avec un éducateur ou participer à une réunion avec d'autres parents.

Organisation de causeries lorsque 35 à 40 p. 100 des papillons sont revenus.

A la sortie des causeries, questionnaire d'appréciation (2).

L'abondance des questions que posent les enfants au cours de ces réunions suffit à prouver qu'une telle éducation répond à un besoin.

L'éducation sexuelle est possible à l'école, et l'éducation sexuelle est sans

chez l'enfant est normale, mais l'enseignement des connaissances sexuelles doit se faire suivant le même principe que tout enseignement, il doit être progressif, chaque fois adapté au niveau éducatif de l'enfant.

Le docteur Jean Dierkens, membre de la Société belge de Psychanalyse, préconise plusieurs stades suivant l'âge des enfants. Trois ans environ : la première connaissance sexuelle qu'il est important d'établir clairement chez l'enfant est la différence entre les sexes ; il faut que les enfants acquièrent la notion qu'un sexe n'est pas inférieur à l'autre. Des écoles où sont imposées de temps à autre des douches communes ou des visites médicales dans des classes mixtes permettent au mieux à l'enfant de se rassurer en acquérant une vision saine de ce qu'est le corps humain et le maître aura toute facilité pour expliquer ce que l'enfant voit. Vers 4, 5 ans, outre la différence entre les sexes, il est nécessaire que soit exprimée l'origine des enfants : la vie du petit enfant avant sa naissance.

Entre six et douze ans, on expliquera la procréation, sans éviter le rôle du père dans la conception : plus vite cette explication a lieu, mieux elle est acceptée par l'enfant dont tout désir est encore absent.

C'est à l'école secondaire, donc entre dix et treize ans que devront commencer les explications précises :

— puberté et ses manifestations tant chez la fille (description du cycle menstruel) que chez le garçon : on se basera sur des notions précises d'anatomie. Il serait bon d'ailleurs que les cours de sciences naturelles soient modifiés de façon à introduire des notions précises sur l'appareil génital masculin et féminin.

— grossesse, lactation, accouchement, etc.

Mais ne pas éviter de parler aussi de l'éveil de la sexualité, du désir, de la masturbation, etc.

La présence d'un médecin en étroite relation avec l'enseignant qui a pris la responsabilité de ces cours doit permettre à l'enfant d'avoir des conversations particulières avec le médecin s'il le désire.

Il faut également apprendre aux adolescents les raisons et les principes de la limitation des naissances en les orientant là aussi vers le médecin.

L'éducation sexuelle, fort complexe, doit évidemment se poursuivre de longues années et ne peut pas être dispensée par une seule personne. Mais l'enseignant a un privilège : il utilise les méthodes et les langages de la science, son intervention est neutre ; mais cette éducation doit être donnée en relation avec le père et la mère et le médecin.

Si elle doit se continuer et devenir de plus en plus complète dans les classes terminales en abordant les problèmes psychologiques, moraux, etc., elle doit commencer tôt : il y a une contradiction choquante entre l'ouverture aux enfants de tous les aspects érotiques du monde, le refus de les protéger, de leur faire comprendre, de leur refuser le droit de savoir.

Si l'éducation sexuelle à l'école peut être donnée (même si au début certains tâtonnements sont obligatoires), elle est impossible sans la prise de conscience de tous les parents et de tous les éducateurs. Nous avons cité quelques expériences parce qu'elles nous sont parvenues. Si des enseignants P.S.U. ont d'autres exemples à nous donner, nous serons heureux de les recevoir.

Denise Mossé.

Quelques livres

I. — L'éducation sexuelle et effective (Dr André Berge).

— L'éducation sexuelle chez l'enfant (Dr André Berge).

II. — Ouvrages sur l'adolescence : Le jeune devant la vie sexuelle (Dr Germaine Montreuil-Strauss).

III. — Ouvrages apportant une aide directe aux éducateurs :

— Comment parler à votre enfant de la sexualité ? Brochure éditée par l'École des parents (4, rue Brunel, Paris-XVII^e).

— Brochure d'Henry Tavouillot mentionnée plus haut.

IV. — Numéro spécial 59 « Cahiers pédagogiques » fév.-mars 1966 qui cite en particulier le rapport du Comité ministériel de 1947.

Nota. — Le M.F.P.F. s'occupe d'éducation sexuelle.

A Lyon, par exemple, dès la création de la section, on a organisé un cours pour les enfants des adhérents.

Des cours ont été faits également aux Franches Camarades, aux Auberges de la Jeunesse, aux Maisons de Jeunes, etc.

(2) Brochure rédigée par Henri Tavouillot : « Problèmes d'information et d'éducation causés par la sexualité chez l'enfant et l'adolescent. »

MUSIQUE

WAGNER : réalisme ou abstraction

De la scène de l'Opéra plongée dans l'obscurité n'émergeait que le visage de Léonore, cerné par le mince faisceau d'un projecteur. Pendant une heure, du haut des galeries, j'allais suivre péniblement cette tache lumineuse. Et soudain, dans l'éclatant soleil de tous les projecteurs s'avancèrent les prisonniers, d'abord hébétés, puis transfigurés par cette lumière généreuse. Ce contraste brutal, en donnant au *Fidéllo* de Beethoven une dimension nouvelle, affirmait une des plus riches personnalités du théâtre. Le public parisien siffla Wieland Wagner au rideau final.

Dans l'Europe meurtrie, dans l'Allemagne dévastée, le goût du théâtre et de la musique n'avaient pas disparu en 1945. On se souvient de la floraison de petites salles sur la rive gauche parisienne. On sait que le Festival d'Avignon et la création du T.N.P. n'ont suivi que de quelques années la fin de la guerre. On n'ignore pas que Brecht avait regagné Berlin pour y fonder l'inoubliable Berliner Ensemble.

Pendant ce temps, Wieland et Wolfgang Wagner, petits-fils du musicien, décidaient de rouvrir Bayreuth et de recommencer le Festival le plus célèbre de l'avant-guerre. C'était un pari audacieux, après la défaite de l'Allemagne, que de vouloir ressusciter ce que certains considéraient comme un des temples du pangermanisme. Les fervents wagnériens risquaient d'être assimilés aux néo-nazis; sans doute parce qu'on n'avait jamais voulu comprendre Wagner. Avec une intuition rare, les frères Wagner, conscients des bouleversements et de l'évolution de l'art scénique, tournèrent radicalement le dos aux conceptions traditionnelles du théâtre lyrique et dans leur volonté de renouvellement confèrent à l'œuvre de leur aïeul une pureté et un pouvoir étonnants.

L'auteur de *Tristan* avait des conceptions théâtrales avancées qui s'exprimèrent principalement dans « Opéra et Drame ». Reprochant à ses confrères d'avoir pris le moyen pour le but, il considérait la musique dans le drame lyrique comme un des moyens d'expression au service du drame. Mais s'il accorda une grande importance à la qualité du texte, à la valeur dramatique des chanteurs et à l'architecture théâtrale, il négligea les éléments visuels du spectacle, auxquels il ne confia qu'une fonction décorative.

Que la lumière soit !

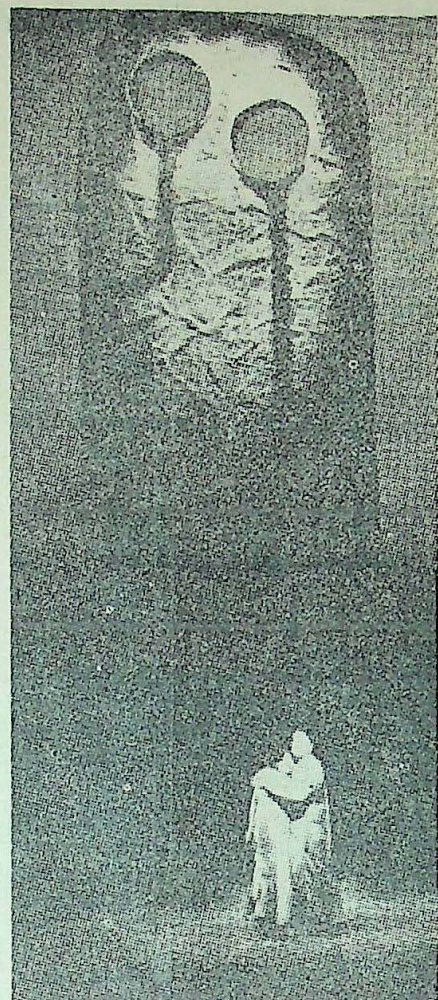
Au style réaliste et surchargé qui prévalait avant guerre, Wieland Wagner décida d'opposer son contraire. Austérité et abstraction allaient devenir les bases du Bayreuth moderne. En homme de théâtre total, Wieland voulut assurer la totalité des éléments du spectacle : mise en scène, décors, costumes et éclairages. Sans doute, en secret, a-t-il souvent regretté de n'être pas aussi chef d'orchestre. Cette polyvalence donnait au spectacle une unité jamais atteinte et faisait du metteur en scène un personnage tout-puissant. W. Wagner justifiait l'importance croissante de la mise en scène par la nécessité de rendre l'opéra compétitif avec le cinéma et la télévision.

Il est certain que ce style abstrait qui se perfectionna pendant quinze ans constituait la solution la plus logique aux inextricables problèmes posés par la représentation de *Parsifal* ou de la *Tétralogie*. Mais en dehors des facilités apparentes qu'il a permises à des mauvais émules il reposait chez Wieland sur d'incontestables exigences esthétiques.

Pendant longtemps et dans le meilleur des cas, le décor n'avait pas d'autre fonction que de situer le drame dans l'espace et le temps. Éliminant les décors plats, peints sur toile; le nouveau maître de Bayreuth, avant d'autres, confia à la lumière un rôle prédominant. Les éclairages rares mais précis fournissaient une troisième dimension à l'espace théâtral; leur rareté et leur précision éliminant les détails accessoires, soulignaient les éléments fondamentaux du drame, tandis que l'obscurité ambiante stimulait l'imagination des spectateurs. L'utilisation d'un plateau circulaire dans *Parsifal* et dans la *Tétralogie* auquel s'ajoutaient des projections en « cyclorama » créaient définitivement un nouveau lieu théâtral fascinant et lourd de sens. Le drame wagnérien devenait un tout

fait de mots, de gestes, de musique, de lumière et d'obscurité.

Pour délivrer totalement Wagner d'un réalisme trop strict il fallait aussi repenser le jeu des chanteurs.



Tristan et Iseult.

Mobilisant tous leurs moyens d'expression, Wieland essaya de concentrer leur esprit et leur organisme sur l'ensemble du personnage et sur les éléments essentiels de la situation dramatique. Une symbolique du geste s'instaura, transformant l'acteur en une espèce de statue animée de mouvements rares et lents mais d'une extrême amplitude. Cette discipline rigoureuse évita à de nombreux chanteurs de gaspiller leurs forces et leur permit de surmonter les extraordinaires difficultés de leur rôle. Loin de constituer une entrave, les exigences du metteur en scène stimulèrent bien des personnalités artistiques.

Une troisième voie

Wieland Wagner qui vient de disparaître à 49 ans a peu produit. A part les dix principaux opéras de son grand-père qu'il remit constamment sur le métier, il présenta *Aida* (un « mystère africain »), *Elektra* et *Salomé* de Strauss, *Lulu* et *Wozzeck* de Berg. Sans méconnaître la beauté de ses productions, on lui a reproché une uniformité de style qui ne correspondait pas à tout Wagner et encore moins à Verdi. On l'accusa d'aborder les opéras comme des oratorios; conception acceptable pour *Parsifal* mais irrecevable pour *Les Maîtres Chanteurs*. Wieland, qui n'était pas figé dans un style, voulut « réagir contre lui-même » en montant en 1963 un spectacle baroque avec *Les Maîtres Chanteurs*. Sentant la nécessité d'aborder une étape ultérieure il sollicitait depuis quelques années des collaborations nouvelles : l'équipe Wagner - Béjart - Boulez aurait dû faire parler d'elle. Enfin, il abordait un répertoire neuf avec Berg et bientôt Mozart. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la mort l'a enlevé à un moment important de son évolution.

Les Français l'auront peu connu. Ses deux mises en scène à Paris ont été accueillies par des quolibets. En matière d'art lyrique nous sommes aussi très conservateurs. Mais son influence s'est déjà fait sentir sur Louis Erlo qui put présenter à Lyon, des spectacles très inspirés du « new look » bayreuthien. Elle ne peut que se développer. Sans doute suscitera-t-elle des réactions qui permettront de découvrir une troisième voie entre le réalisme extrême et l'abstraction totale. « Quiconque, disait Wieland en 1962, découvrirait cette troisième voie sera mon rival. »

B. Sizaïre.

THEATRE

Les H.L.M. de John Arden : le lynchage des poulaillers

Une fois de plus, nous voici emportés du côté de la grande révolte contre la technocratie, contre le modernisme, contre les bienfaits d'une civilisation qui ne serait que déshumanisante. La révolte romantique gronde contre les frigidaïres, contre la T.V., contre la publicité, contre les moyens de masse. Truffaut avec son « *Fahrenheit* » va jusqu'à nous avertir qu'aujourd'hui ou demain les livres seront interdits et que l'on vivra bien dans un confort sans joie, j'allais dire sans vie. Si l'on n'y prend garde, l'art dit engagé finira par s'engager contre ce qui tout de même constitue le progrès ou un progrès...

Tendance qui me paraît d'autant plus condamnable que les véritables maladies de la vie moderne ne sont pas dénoncées, puisqu'en n'en dénonce que la caricature. Combien je préfère Jean-Luc Godard qui crieait il y a quelques semaines sa passion de la vie actuelle, ce qui ne l'empêche nullement de s'insurger contre les mille et une manières qui aliènent.

Pour John Arden, dont nous avons vu il y a quelques années le « *Sergent Musgrave* » monté par Peter Brook, interprété par L. Terzieff, la remarque est la même, encore que sa pièce ait le mérite d'exister et que l'on éprouve le sentiment (rare) d'avoir affaire à un tempérament dramatique. Les grands ensembles ce n'est pas à vous que j'en parlerais, mais si vous savez ce que c'est, vous ne vous reconnaîtrez pas parmi les pores que la verve de Arden déchaine avec bonheur. C'est bien là le plus grave reproche, l'outrance est telle qu'elle n'est un miroir pour personne. On m'objectera que l'intention de Arden était ailleurs et que rechercher une thèse quelconque dans ce poulailler de pouilleux n'est nullement justifié. A vrai dire, je n'en suis pas sûr, même si cette pocherie vous prend aux tripes et vous fait éclater de rire. Il eût été tant, captivant, salutaire, de démonter la vie de robot que nous menons en partie : l'on a préféré inventé des monstres, ce qui autorise toutes les outrances et comme chacun sait, les outrances ont

toujours le don d'attirer, ne serait-ce que parce qu'elles rassurent. Encore plus symptomatique de cette impuissance à nous saisir tels que nous sommes, dans le juste milieu de la vie moderne, la deuxième partie de la pièce qui oppose les bons, les honnêtes, les propres, les adaptés, les crétiens aux pouilleux d'un Tiers Monde plus ou moins imaginaire. Le siège des normaux contre les gueux introduit une dimension dramatique incontestable avec suspence et lynchage à la clef, mais on a quitté désormais tout domaine de vraisemblance pour rejoindre une fois de plus cet univers fantastique et absurde que les dramaturges actuels affectionnent au plus haut point en le peuplant de créatures qui ne sont plus que, déchéance, nerfs, folie, saleté, sexualité sauvage, etc. Comme dans un tableau de Bosch, l'on ne reste pas insensible à la gesticulation de ces larves et l'on éprouve je ne sais quelle nostalgie pour des propos qui seraient plus simples, plus modestes, plus proches de nous.

Contrairement à l'avis de diverses critiques, la mise en scène de Guy Rétoré nous a semblé sonner juste, vive et débrillée, grotesque et directe un peu comme dans « *Arden de Faversham* », influence élisabéthaine dont elle s'inspire visiblement. Reprocher à la représentation de manquer de deuxième plan, de profondeur, de prospective, cela revient à incriminer la pièce. Guy Rétoré pouvait difficilement prendre un autre parti, il lui fallait animer sa nichée de chiots, il y est parvenu pour notre plaisir. Tant pis pour les résonances que nous aurions souhaitées; après tout, le théâtre moderne dans la majorité des cas n'affectionne-t-il pas une marginalité qui lui assure singularité et originalité, mais qui le prive de cette angoisse authentique et secrète que nous éprouvons à vivre.

Claude Glayman.

« Vous vivez comme des porcs » de John Arden, texte français de M. Arnaud, mise en scène de Guy Rétoré, au T.E.P., 17, rue Malte-Brun, Paris (20^e), métro : Gambetta, tél. : 636-79-09.

CINÉMA

Qui êtes-vous Polly Maggoo ?

Les cover-girls, la mode, les photographes, les hebdomadaires féminins, la télévision, la sophistication du goût, l'événement dans le cadre d'une certaine actualité, sont, à bien y penser, thèmes faciles pour une charge sans portée.

Nous ne manquons pas d'y céder quand nous dénonçons l'emprise de la publicité, et les mythes engendrés par une société de consommation.

C'est oublier la complicité générale qui permet à ces mythes de se développer. Le premier mérite du film de William Klein est de les faire exploser de l'intérieur, avec une arme essentielle : l'humour.

Remarquable photographe de mode, William Klein, en effet, met en page ses séquences, dans un style qui nous est devenu familier. En soi chacune des outrances signalées, ne représente rien de plus que ce à quoi nous sommes désormais habitués. Mais leur juxtaposition rend soudain évidentes un certain nombre d'absurdités.

« Etre dans le vent » est devenu le souci premier de tout un monde, qui court après l'événement, on cherche à le créer, avec le souci majeur de ne pas se laisser dépasser.

Les masques multiples de Polly Maggoo tombent à la fin du film, quand elle révèle le visage anodin et charmant d'une petite bourgeoise américaine, qui aurait été en 1938 la petite amie de Mickey Rooney dans les mésaventures de la famille du juge Hardy.

Mais, auparavant, elle aura été la proie de couturiers en mal de futurisme, de chroniqueurs en mal d'enquête, de princes en mal d'aventure, de producteurs de télévision qui veulent nous parler gravement de problèmes futiles, et futillement de problèmes essentiels.

Marc Etcheverry

Après les élections syndicales espagnoles

LES élections syndicales qui viennent de se dérouler en Espagne ont agi comme un révélateur. Expriment un nouveau rapport de forces, elles traduisent les mutations profondes qui sont en train de se produire dans la société espagnole.

Les structures politiques, économiques et sociales du régime franquiste craquent. L'après-franquisme est à l'ordre du jour. Au sein du régime comme dans l'opposition, on s'interroge sur l'issue, et sur le sens de celle-ci. D'où l'intérêt des dernières élections.

Assez curieusement la gauche française, qui aime à porter le deuil espagnol en sautoir, a accordé très peu d'importance à l'événement. Plutôt que d'analyser une situation complexe et difficile, elle aime mieux en rester aux schémas établis et préétablis.

Mieux, les événements en cours dérangeant la conception que l'on s'est faite une fois pour toutes des problèmes espagnols, on aime mieux les ignorer.

Il faut répéter avec Diego l'admirable héros du film d'Alain Resnais et de Jorge Semprun, « La Guerre est finie », qu'une certaine manière d'exalter « L'Espagne au Cœur » termine par voiler toutes les évolutions en cours. Ce qui ne facilite ni l'analyse de la situation, ni la solidarité que nous nous devons de manifester à l'égard des travailleurs espagnols.

Quoi qu'il en soit, il faut s'arrêter sur ces élections syndicales et essayer d'en dégager la portée. Nul doute en effet que l'événement servira désormais de référence pour toutes les observations politiques.

Les élections du 26 septembre

LE 26 septembre, en effet, les travailleurs espagnols étaient appelés à élire 20.000 délégués d'entreprise. Il n'y avait pas de listes en présence, seulement des candidatures individuelles.

Ces élections, qui entrent dans le cadre de la « libéralisation » du régime entreprise depuis quelque temps avec de multiples contradictions, avaient été précédées d'une immense propagande des syndicats officiels. La télévision, la presse, le ministre chargé des syndicats et secrétaire du Mouvement, J.R. Solés, ont déployé une très grande activité.

L'objectif pour le régime était double :

— d'une part, essayer de donner une façade très démocratique et libérale aux nouvelles structures syndicales ;

— d'autre part et surtout, canaliser le mouvement de revendications et de mécontentement, et couper à l'essor des « commissions ou-

vrières », qui luttent à l'intérieur des syndicats officiels, pour obtenir une transformation totale des syndicats espagnols.

Or le 26 septembre, les candidats des commissions ouvrières, partout du moins où celles-ci sont bien implantées et organisées, ont remporté de très grands succès. Dans les grandes et moyennes entreprises

ral soit organisé afin d'interdire l'accès des travailleurs aux postes décisifs, et que le syndicalisme vertical soit un système faux, il faut voter. Nous devons mener notre lutte tant au sein même du syndicat qu'en dehors de celui-ci. »

C'est en effet de l'utilisation au maximum des possibilités légales, combinées avec des structures illé-

par Christian GUERCHE

des régions à forte concentration industrielle, à Barcelone comme en pays Basque, à Madrid comme aux Asturies, à Valence, etc., l'opposition syndicale a emporté la majorité, atteignant même dans de nombreuses entreprises jusqu'à 70 et 80 pour 100 des sièges.

Bien entendu, sur le plan national, les pourcentages sont moindres. Environ 25 p 100 des délégués appartiennent à l'opposition. Il est clair en effet que, dans les petites entreprises et les zones agricoles, la pression officielle permettait aux candidats du régime d'obtenir une majorité beaucoup plus aisément.

De plus, les élections se déroulant à deux tours, pour les élections aux Conseils provinciaux des syndicats le régime a pu s'assurer la majorité partout.

Ces élections n'en sont pas moins très significatives, et d'autant plus qu'elles ont mis en lumière le conflit latent entre les organisations d'opposition traditionnelles et les nouvelles générations, entre l'opposition de l'intérieur et les organisations exilées.

Le fait n'est pas nouveau. Mais les élections donnent une plus juste mesure du rapport des forces.

Participation massive ou boycott ?

EN effet, l'A.S.E. (Alliance syndicale espagnole, formée par les centrales syndicales d'avant guerre, U.G.T., C.N.T. et Solidarité des travailleurs basques) appelait au boycott de ces élections, par des abstentions massives.

« Nous ne pouvons en aucune manière — disaient les tracts clandestins de l'A.S.E. — participer à la farce que constituent les élections de pseudo syndicats. »

Ces consignes ont été très peu suivies, et les arguments des commissions ouvrières ont été beaucoup plus largement entendus. Que disaient les commissions ouvrières ?

— « Ne pas voter signifie faire le jeu du patronat et des professionnels du syndicalisme officiel. »

— « Bien que le système électo-

gales, que les commissions ouvrières attendent la réalisation des objectifs qu'elles se proposent et en premier lieu la construction d'un véritable syndicat.

Les pouvoirs publics n'ignorent pas cette situation et cette stratégie. Ils sont cependant obligés de tolérer les commissions ouvrières, dans l'impossibilité où ils se trouvent de contrer l'essor du mouvement. Mieux, à Madrid, ils avaient considéré comme nulles les candidatures de quelques candidats des commissions, qui étaient poursuivis en justice pour leurs précédentes activités. Les travailleurs ont élu ces dirigeants.

La jeunesse des responsables des commissions ouvrières rend également difficile la répression, et concrétise le dépassement d'un certain nombre de diverses divisions du passé.

65 p. 100 de la population ouvrière espagnole sont nés depuis la guerre civile, et l'âge moyen des représentants syndicaux élus va de vingt-cinq ans à trente-cinq ans.

Les chances de la démocratie chrétienne

ON aurait tort cependant de croire que ce mouvement va se développer spontanément et que diverses pressions ne vont pas s'exercer sur lui.

Notons, d'abord, l'incontestable influence d'un certain nombre de militants catholiques sur ces commissions. En soi, le phénomène est hautement positif, et représente la très forte évolution qui se produit dans l'Eglise espagnole.

Mais, en retour, tous ceux — et ils sont nombreux — qui pensent qu'un grand mouvement démocrate-chrétien à l'italienne est le successeur évident du franquisme ne vont pas manquer de peser sur la situation.

Un pied dans le régime et un pied dans l'opposition, l'Eglise espagnole étend maintenant un réseau d'influences d'une extraordinaire efficacité.

De ce point de vue, on ne peut qu'être attentifs aux négociations

qui se déroulent à Bruxelles pour l'entrée de l'Espagne au Marché commun. La grande famille européenne de la démocratie chrétienne met en avant ses pions et ses exigences. On ne compte plus les entretiens de M. Ullastres, ancien ministre, aujourd'hui ambassadeur de l'Espagne auprès de la Commission du Marché commun, avec les représentants d'un certain nombre d'opposants, chrétiens-démocrates ou non. Le problème étant de définir les mesures de démocratisation indispensables pour rendre possible l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, sans soulever des réactions véhémentes. Celles-ci au demeurant, et compte tenu de la situation politique dans les six pays du Marché commun, seraient d'autant plus violentes que leur aspect formel est évident.

Mais la démocratie chrétienne n'est pas la seule en cause. Le parti communiste va aussi jouer un rôle important.

Où va le parti communiste espagnol ?

EN effet, en perte de vitesse ces dernières années, attaquée par une aile chinoise aux possibilités plus potentielles que réelles, et par une aile italienne qui n'a pas pu, ou pas su, traduire en mots d'ordre mobilisateurs une analyse plus vraie de la situation espagnole, la direction du parti communiste a incontestablement repris du poids ces derniers mois. A travers l'activité syndicale précisément.

Il reste à savoir ce qu'elle en fera. Si l'extension politique inévitable du mouvement en cours se traduit pour le P.C. en termes de « réconciliation nationale », il paraît évident que la transition démocratique vers laquelle on s'acheminerait se traduirait en fait par un régime de type gaulliste, où le néo-capitalisme, fort de l'incontestable essor économique de ces dernières années, ferait triompher l'essentiel de ses solutions.

Dans ce cadre, le parti communiste et les forces de gauche seraient réduits à la défense des intérêts de la classe ouvrière — sur un plan strictement revendicatif — et des classes moyennes en plein développement. Il semble bien que le choix du P.C. se porte là-dessus.

Si, au contraire, l'alternative socialiste, dont les possibilités objectives restent évidentes en Espagne — nous reviendrons sur cette affirmation — devenait le thème central des forces de gauche, les événements pourraient prendre un autre cours. Encore faudrait-il analyser les mutations de la société espagnole. Ce que les forces de gauche font mal.

Pour l'heure, une grande partie se joue. Elle nous concerne tous. L'Espagne amorce un grand tournant.